

# ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2025

---

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 1906)

Rejeté

### AMENDEMENT

N° I-CF833

présenté par

M. Sansu, M. Maurel et M. Tjibaou

-----

### ARTICLE ADDITIONNEL

#### APRÈS L'ARTICLE 27, insérer l'article suivant:

I. – Le livre premier du code général des impôts est ainsi modifié :

1° L'article 232 est abrogé ;

2° L'article 1407 *bis* est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi modifié :

i) La première phrase est ainsi modifiée :

– Les mots : « autres que celles visées à l'article 232 » sont supprimés ;

– Les mots : « de deux années » sont remplacés par les mots : « d'une année » ;

ii) La seconde phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Pour l'application de la taxe, est considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est inférieure à quatre-vingt-dix jours au cours de la période de référence définie au présent alinéa. La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable » ;

b) À la fin de la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « ainsi que sur celui des communes mentionnées à l'article 232 » sont supprimés.

3° Le premier alinéa du I de l'article 1407 *ter* du code général des impôts est ainsi modifié :

a) Au début, les mots : « Dans les communes classés dans les zones géographiques mentionnées au I de l'article 232 » sont supprimés ;

b) Sont ajoutés les mots : « et vacants. Le produit de la majoration mentionnée au premier alinéa du présent I est versé à la commune l'ayant instituée. ».

II. – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée par un prélèvement sur les attributions mentionnées à l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales des communes où s'appliquait la taxe annuelle sur les logements vacants mentionnée à l'article 232 du code général des impôts, correspondant au produit de ladite taxe sur leur ressort territorial au titre de l'année 2022.

### **EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à fusionner les deux taxes sur les logements vacants. Cette fusion permettra de simplifier la fiscalité pour les collectivités territoriales et renforcer les outils à leurs dispositions pour lutter contre les logements vacants en permettant à toutes les communes d'introduire une majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.